



Le gouvernement décide de s'attaquer à la Fonction Publique: nous ne laisserons pas faire !

Mobilisation Générale, préparons la grève jusqu'à les faire céder !

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, SUD Education, refusent les nouvelles attaques gouvernementales contre les services publics et les fonctionnaires contenues dans les mesures Macron-Kasbarian :

- suppression de 4000 postes d'enseignants (dont 3155 dans le 1er degré)
- passage à 3 jours de carence et à 90% de rémunération sur les jours d'arrêt
- suppression de la GIPA
- gel du point d'indice et rémunération au mérite
- deuxième journée de travail gratuit (dite de solidarité)...

Au contraire, nous revendiquons :

L'annulation des 4000 suppressions de postes et la création des postes nécessaires, l'augmentation des salaires par le dégel du point d'indice, l'abrogation de la réforme des retraites, le retrait de toutes les mesures anti-sociales et notamment du jour de carence.

Mobilisons-nous jusqu'à les faire céder !

Les journées d'action ne suffiront pas. Nous appelons tous les personnels à prendre leurs dispositions pour la grève jusqu'à les faire céder et obtenir satisfaction sur nos revendications : intention de grève sur toute la période pour les PE, réunions et AG de personnels dans les écoles et établissements pour décider des moyens d'action, prises de position à faire connaître, caisses de grève...

Les syndicats de la SNCF appellent à la grève illimitée en décembre, ils ont raison !

Les attaques du gouvernement ne touchent pas que la Fonction Publique ! Les salariés du privé subiront eux aussi les projets du gouvernement. **C'est pourquoi PUBLIC et PRIVE se rejoindront lors d'une grande journée départementale de mobilisation public/privé.**

Tous ensemble, nous aurons plus de poids : allons-y !

**Le 5 décembre : journée de grève et de manifestation de l'intersyndicale
Fonction Publique avec AG à 13h à la Maison des Syndicats de Chalon/Saône
pour construire la grève reconductible à partir du 10 décembre
avec grandes manifestations les 10,11, 12,
si le gouvernement n'avait pas répondu d'ici là à nos revendications.**

